

Commentaires N° 36

Francfort, 31 mars 2025

Quel début d'année ! Marine Le Pen vient d'être condamnée à cinq ans d'inéligibilité, un nouveau Bundestag est élu en Allemagne, Erdogan musèle l'opposition et Trump bouleverse l'ordre. Désormais règnent le rapport de force et l'argent : tout est chantage pour obtenir un « deal », comme l'ont montré Trump et JD Vance en humiliant Zelenski à la Maison Blanche, ou encore la guerre douanière. Le nouvel impérialisme américain s'exprime dans la volonté de s'approprier le Groenland ou par le courrier envoyé le 28 mars par l'Ambassade américaine à de grands groupes industriels les sommant de répondre sous cinq jours (!) qu'ils se conforment au décret présidentiel de Trump, interdisant toute discrimination positive ! Un mal pour un bien : notre Europe avait besoin de cela pour affirmer notre modèle de société, nos emplois et notre défense.

Le jeu d'influence ne s'arrête pas là. Giorgia Meloni fut le premier chef de gouvernement européen à être reçu à la Maison Blanche et Elon Musk a apporté son soutien explicite au parti d'extrême droite AfD lors des élections du Bundestag. L'AFD (bien plus radicale encore que le Rassemblement national) a fait quasiment jeu égal avec le Rassemblement national : 21 % contre 23 % pour le parti de Marine Le Pen au premier tour des élections législatives de 2024. Ce qui est particulièrement préoccupant, c'est le caractère pro-russe des extrêmes-droites, au moment même où Trump semble faire cause commune avec Poutine.

La menace est donc externe et interne. L'arme qui leur est commune, c'est l'approche disruptive de la contre-vérité. Comme l'affirmait Hannah Arendt dans « Vérité et Politique » : *« Mentir constamment n'a pas pour but de faire croire aux gens un mensonge, mais de faire en sorte que plus personne ne croie en rien. Un peuple qui ne peut plus faire la différence entre la vérité et le mensonge ne peut pas faire la différence entre le bien et le mal. Et un tel peuple, privé de la capacité de penser et de juger, est, sans le savoir et sans le vouloir, entièrement soumis au règne du mensonge. On peut faire ce qu'on veut d'un tel peuple ».*

C'est pour cela que Friedrich Merz, probable futur Chancelier, parle -comme Emmanuel Macron- d'une dernière chance avant une victoire de l'extrême-droite. De quoi les rapprocher encore davantage. Tous deux sont Européens convaincus, veulent réactiver le triangle de Weimar et affirmer l'Europe sur la scène internationale. Il y a de bonnes raisons d'espérer que le tandem franco-allemand joue à nouveau un rôle moteur au sein de l'Europe.

Mais alors que le gouvernement de François Bayrou est suspendu au bon vouloir des extrêmes de l'Assemblée nationale, l'Allemagne, qui autrement que la France dispose des marges de manœuvre pour ce faire, répond par un changement de cap historique. Elle tourne le dos à des décennies d'orthodoxie financière, au prix d'une armée sans moyens et d'une dégradation des infrastructures. Un exemple parmi tant d'autres : 8000 ponts d'autoroutes sont à réparer ou reconstruire. Le Parlement a approuvé à une majorité des deux tiers (!) une modification de la règle d'or, et des emprunts à hauteur de 900 milliards d'euros : 500 milliards pour l'infrastructure (dont 100 milliards pour "verdifier" l'économie) et 400 milliards pour renforcer sa défense. L'Allemagne pourrait ainsi redevenir la locomotive économique de l'Europe.

L'Europe n'est pas en reste. Les chefs d'État et de gouvernement se sont retrouvés à Paris le 27 mars 2025 pour discuter du plan « Rearm Europe -Readiness 2030 » présenté par la Commission. Il comprend un nouvel instrument baptisé SAFE (Security Action for Europe), doté de 150 milliards d'euros destinés au financement de prêts de long terme bonifiés aux États membres pour financer des investissements à plusieurs « à condition qu'ils respectent une préférence européenne ». Pour les armes « simples » s'impose un minimum de 65 % de composants européens. Pour les « systèmes complexes », « l'autorité de conception » doit être européenne.

Une défense européenne autonome est plus nécessaire que jamais. René Obermann, Président du conseil d'administration d'Airbus, affirme dans une interview au Handelsblatt comme le ministre de la Défense Boris Pistorius il y a un an déjà, que les indices de préparation d'une attaque russe sur l'Otan se multiplient et qu'un conflit pourrait avoir lieu avant 2029. Il est grand temps de changer de logiciel. Jusqu'en 2024, France et l'Allemagne ont réduit leurs troupes de moitié, alors que celle des États-Unis ne diminuait que de 20 %. Nous avons réduit le nombre de véhicules blindés de plus de 25.000 à moins de 10.000, les chars de combat de 13.000 à moins de 1.000...et les armes anti-aériennes de 1300 à moins de 300.

Nous en sommes capables. Le fabricant de missiles MBDA, codétenu par Airbus (37,5 %), le britannique BAE (37,5%) et l'italien Leonardo (25 %) montre tous les avantages d'une approche européenne intégrée : il vient de confirmer un plan quinquennal d'investissements de 2,5 milliards d'euros, répartis sur tous les sites de production en France, en Italie au Royaume-Uni et en Allemagne : fin 2025, MBDA comptera 19.000 salariés, soit 50 % de plus qu'il y a cinq ans. Le patron de MBDA insiste sur la capacité de l'entreprise européenne à fournir toute la gamme des armements complexes nécessaires pour toutes les armées. Et le CEO Éric Béranger de rajouter : « On a les frappes en profondeur avec les Scalp et Storm Shadow, ainsi que le missile de croisière naval (MdCN) ; on couvre tout le secteur médian avec les missiles Aster, Mica, Camm, Exocet, Teseo ; et on a la courte portée Mistral, Akeron, Enforce. Autrement dit, « on peut tout faire chez nous, sans recourir à des composants américains ». Nous pouvons nous positionner à hauteur de vue avec les missiles Patriot. (Les Échos 17 mars 2025).

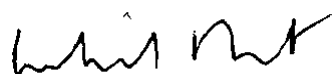
La défense de l'Ukraine au cœur de l'Europe s'impose au moment même où les Etats-Unis sèment le doute et vont jusqu'à remettre en cause la solidarité contractuelle au sein de l'OTAN. L'un des sujets discutés lors du sommet de Paris le 27 mars est l'envoi en Ukraine d'une « force de réassurance », France et Grande-Bretagne en tête, pour défendre un éventuel cessez-le feu. Le Danemark et les pays baltes souhaitent y participer. L'Allemagne hésite. Tout aussi essentiel est d'assurer le financement de l'armement ukrainien : l'Allemagne a augmenté sa promesse de contribution de 3 milliards. La France de deux milliards et reste très dessous de l'effort allemand.

Promesses d'aide à l'Ukraine (entre parenthèse sommes effectivement versées ; chiffres en milliards d'euros)

	Total	Financière	Humanitaire	Militaire
ÉTATS-UNIS	119,0 (114,2)	50,0 (46,6)	3,4 (3,4)	65,6 (64,1)
GB	27,2	6,2	0,9	20,1
TOTAL UE	202,3 (112,8)	119,6 (52,2)	11,7 (10,9)	71 (49,8)
UE	115,6	113,1	2,6	-
Allemagne	25,5	1,4	3,2	20,9
France	7,5	0,8	0,6	6,1
Pologne	5,0	0,9	0,5	3,6
Pays-Bas	10,9	1,1	1,1	8,7
Danemark	9,4	0,1	0,3	9,0

Source : Kieler Institut für Weltwirtschaft, Ukraine support Tracker, données au 31 décembre 2024

L'Europe a dépassé les Etats-Unis depuis longtemps en aide financière, depuis peu aussi en matière de promesses d'aide militaire. Le Commissaire européen chargé de la défense Andrius Kubilius a raison quand il affirme : « 450 millions de citoyens de l'Union européenne ne devraient pas avoir à compter sur 340 millions d'Américains pour se défendre contre 140 millions de Russes qui ne peuvent pas vaincre 38 millions d'Ukrainiens »



Christophe Braouet

Commentaires Nr. 36

Frankfurt, 31. März 2025

Was für ein Jahresbeginn: Marine Le Pen wurde gerade zu fünf Jahren Nichtwählbarkeit verurteilt, in Deutschland wurde ein neuer Bundestag gewählt, Erdogan macht die Opposition mundtot und Trump bringt die Weltordnung durcheinander. Jetzt regieren Macht und Geld: Alles ist Erpressung, um einen „Deal“ durchzusetzen, wie es Trump und JD Vance mit der Demütigung von Selenskyj im Weißen Haus oder dem Zollkrieg zeigen. Der neue amerikanische Imperialismus kommt im Willen Grönland einzuverleiben zum Ausdruck oder im Schreiben der US-Botschaft in Paris vom 28. März, mit welchem französische Industriekonzerne aufgefordert werden, binnen fünf Tagen (!) Stellung zu nehmen, ob sie Trumps Präsidialerlass befolgen, der jegliche positive Diskriminierung verbietet! Ein Übel für ein Gutes: Europa brauchte dies, um sein Gesellschaftsmodell, seine Arbeitsplätze und seine Verteidigung zu behaupten.

Das Spiel um Einfluss endet hier nicht. Giorgia Meloni war die erste der europäischen Regierungschefs, die im Weißen Haus empfangen wurde und Elon Musk unterstützte ausdrücklich die AfD bei den Bundestagswahlen. Diese zog mit dem Rassemblement National fast gleich: 21 % zu 23 % für die Partei von Marine Le Pen im ersten Wahlgang 2024. Der pro-russische Charakter der extremen Rechten ist dabei besonders besorgniserregend, und das zu einer Zeit, in der Trump mit Putin gemeinsame Sache zu machen scheint.

Die Bedrohung ist also sowohl extern als auch intern. Die Waffe, die ihnen gemein ist, ist der disruptive Ansatz ihr.....er „fake news“. Wie Hannah Arendt in „Wahrheit und Politik“ feststellte: *„Diese ständige Lüge zielt nicht darauf ab, die Menschen eine Lüge glauben zu lassen, sondern darauf, dass niemand mehr irgendetwas glaubt. Ein Volk, das nicht mehr zwischen Wahrheit und Lüge unterscheiden kann, kann auch nicht zwischen richtig und falsch unterscheiden. Und ein solches Volk, dem die Fähigkeit zu denken und zu urteilen genommen wurde, ist, ohne es zu wissen und zu wollen, vollständig der Herrschaft der Lüge unterworfen. Mit einem solchen Volk kann man machen, was man will.“*

Aus diesem Grund spricht Friedrich Merz, der wahrscheinlich zukünftige Bundeskanzler, wie Emmanuel Macron von einer letzten Chance vor einem Sieg der extremen Rechten. Dies könnte sie noch näher zusammenbringen. Beide sind überzeugte Europäer, wollen das Weimarer Dreieck reaktivieren und Europa auf der internationalen Bühne behaupten. Es gibt gute Gründe zu hoffen, dass das deutsch-französische Tandem wieder eine führende Rolle in Europa spielen wird.

Während die Regierung von François Bayrou vom Wohlwollen der Extremen in der Nationalversammlung abhängt, reagiert Deutschland, das anders als Frankreich über den entsprechenden Handlungsspielraum verfügt, mit einem historischen Kurswechsel. Es kehrt der jahrzehntelangen finanzpolitischen Orthodoxie den Rücken (Grund der mittellosen Armee und maroden Infrastruktur). Ein Beispiel: 8000 Autobahnbrücken sind zu sanieren oder gar neu zu bauen. Das Parlament stimmte mit einer Zweidrittelmehrheit (!) einer Änderung der Schuldenbremse und der Aufnahme von Krediten in Höhe von 900 Milliarden Euro zu: 500 Mrd. für die Infrastruktur (davon 100 Mrd., für Umweltprojekte) und 400 Milliarden für die Stärkung der Verteidigung. Deutschland könnte so wieder zur Wirtschaftslokomotive Europas werden.

Europa ist nicht untätig. Die Staats- und Regierungschefs trafen sich am 27. März 2025 in Paris, um den von der Kommission vorgelegten Plan „Rearm Europe -Readiness 2030“ zu erörtern. Er umfasst ein neues Instrument namens SAFE (Security Action for Europe), das mit 150 Milliarden Euro ausgestattet ist und zur Finanzierung langfristiger, zinsgünstiger Kredite an die Mitgliedstaaten von Waffensystemen dienen soll, „sofern sie einer europäischen Präferenz entsprechen“. Bei „einfachen“ Waffen müssen mindestens 65% der Komponenten aus Europa stammen. Bei „komplexen Systemen“ muss die „Entwurfsbehörde“ europäisch sein.

Eine autonome europäische Verteidigung ist notwendiger denn je. René Obermann, Verwaltungsratsvorsitzender von Airbus, behauptete in einem Interview im Handelsblatt, dass sich die Hinweise auf die Vorbereitung eines russischen Angriffs auf die NATO verdichten und dass ein Konflikt noch vor 2029 stattfinden könnte, wie Verteidigungsminister Boris Pistorius bereits vor einem Jahr. Es ist höchste Zeit, unser „Mindset“ zu ändern. Bis 2024 haben Frankreich und Deutschland ihre Truppen um die Hälfte reduziert; die USA haben sie nur um 20 % reduziert. Wir haben die Zahl der gepanzerten Fahrzeuge von 25.000 auf unter 10.000 reduziert, die Zahl der Kampfpanzer von 13.000 auf unter 1.000 und die Luftabwehrwaffen von 1300 auf unter 300.

Wir sind dazu in der Lage. Der RaketenhHersteller MBDA, der sich im gemeinsamen Besitz von Airbus (37,5 %), der britischen BAE (37,5 %) und der italienischen Leonardo (25 %) befindet, zeigt alle Vorteile eines integrierten europäischen Ansatzes: Er hat gerade einen Fünfjahresplan für Investitionen in Höhe von 2,5 Milliarden Euro bestätigt, die sich auf alle Produktionsstätten in Frankreich, Italien, Großbritannien und Deutschland verteilen: Ende 2025 wird MBDA 19.000 Mitarbeiter beschäftigen, 50 % mehr als vor fünf Jahren. Der MBDA-Chef betont, dass das europäische Unternehmen in der Lage ist die gesamte Palette komplexer Waffen zu liefern, die für alle Armeen benötigt werden. CEO Éric Béranger fügte hinzu: „Wir haben den Tiefenschlag mit Scalp und Storm Shadow sowie dem Marinemarschflugkörper (MdCN); wir decken den gesamten mittleren Sektor mit den Raketen Aster, Mica, Camm, Exocet, Teseo ab; und wir haben die Kurzstrecken Mistral, Akeron, Enforce. Mit anderen Worten: Wir können alles zu Hause machen, ohne auf amerikanische Komponenten zurückgreifen zu müssen. Wir können uns mit den Patriot-Raketen auf Augenhöhe positionieren“ (Les Échos 17. März 2025).

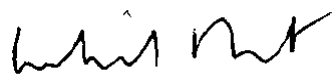
Die Verteidigung der Ukraine -im Herzen Europas- ist gerade dann notwendig, wenn die USA Zweifel säen und sogar so weit gehen, die vertragliche Solidarität innerhalb der NATO in Frage zu stellen. Eines der Themen, die auf dem Gipfeltreffen in Paris am 27. März besprochen wurden, war die Entsendung einer „Rückversicherungstruppe“ in die Ukraine, angeführt von Frankreich und Großbritannien, um einen möglichen Waffenstillstand zu verteidigen. Dänemark und die baltischen Staaten möchten sich daran beteiligen. Deutschland zögert. Ebenso wesentlich ist es, die Finanzierung der ukrainischen Rüstung zu sichern: Deutschland hat seine Beitragszusage um 3 Milliarden erhöht. Frankreich um 2 Milliarden und bleibt weit unter der deutschen Hilfe.

Ukraine-Hilfe Zusagen (in Klammern ausgezahlte Beträge; Zahlen in Mrd. Euro)

	Insgesamt	Finanziell	Humanitär	Militär
USA	119,0 (114,2)	50,0 (46,6)	3,4 (3,4)	65,6 (64,1)
UK	27,2	6,2	0,9	20,1
EU insgesamt	202,3 (112,8)	119,6 (52,2)	11,7 (10,9)	71 (49,8)
EU	115,6	113,1	2,6	-
Deutschland	25,5	1,4	3,2	20,9
Frankreich	7,5	0,8	0,6	6,1
Polen	5,0	0,9	0,5	3,6
Niederlande	10,9	1,1	1,1	8,7
Dänemark	9,4	0,1	0,3	9,0

Quelle: Kieler Institut für Weltwirtschaft, Ukraine support Tracker, Daten per 31. Dezember 2024

Europa hat die USA bei der Finanzhilfe längst überholt, seit kurzem auch bei den Zusagen für Militärhilfen. Der EU-Verteidigungskommissar Andrius Kubilius hat Recht, wenn er sagt: „450 Millionen Bürger der Europäischen Union sollten sich nicht auf 340 Millionen Amerikaner verlassen müssen, um sich gegen 140 Millionen Russen zu verteidigen, die 38 Millionen Ukrainer nicht besiegen können“.



Christophe Braouet